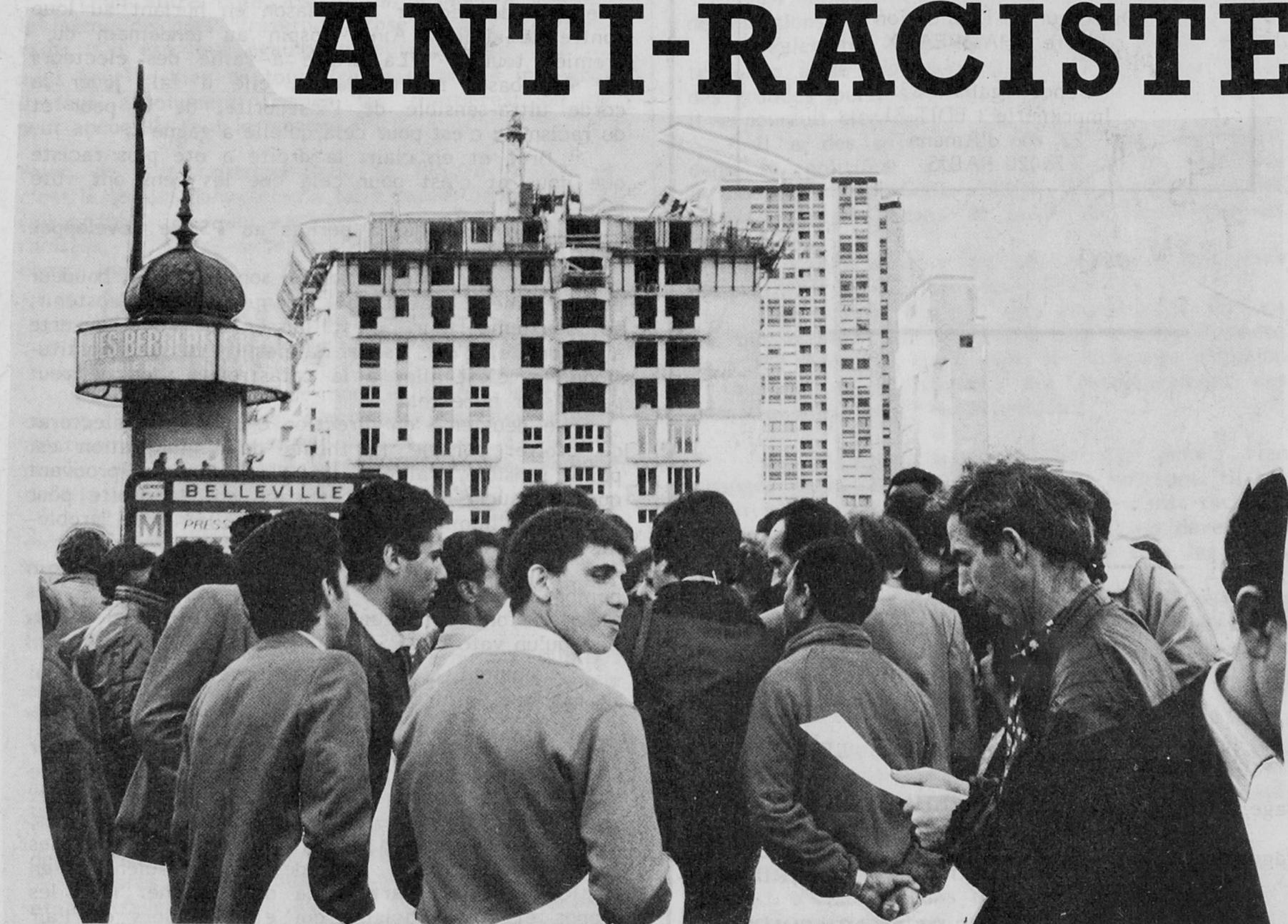


L'ANTI-RACISTE

JOURNAL DES PERMANENCES ANTI-EXPULSIONS
pour l'unité du peuple multinational de France

DANS LA SOCIÉTÉ CIVILE, LE DÉBAT ANTI-RACISTE



N° 15 Juin / juillet 1983

FAIT OPINION ET ORGANISATION

POUR NOUS CONTACTER

Ecrire à
" l'Anti-Raciste "
B.P. 183
75665 PARIS CEDEX 14

PERMANENCE CENTRALE

Tous les vendredi de 18h à 19h30
7, rue des Fêtes
75019 PARIS
(métro : Place des Fêtes)

DEMANDEZ NOS DERNIERES PUBLICATIONS

- * Les anti-racistes et la Pologne
- * L'anti-racisme et les quartiers
- * L'anti-racisme et les quartiers

Directeur de Publication :
Pierre CHAMPEAUX

Dépot légal : 2/83
Imprimerie : EDIT 71
22, rue d'Amann
75020 PARIS

SOMMAIRE

Page 2 : EDITORIAL

Page 4 : SOCIETE CIVILE ANTI-RACISTE
LES QUARTIERS (1)

Page 8 : LES JEUNES IMMIGRES
DE LA REVOLTE A "ACCENTS MULTIPLES"

Page 10 : LES FOYERS

Page 13 : MEETING ANTI-RACISTE

Page 14 : GREVES DES IMMIGRES OU
GREVES OUVRIERES

Page 16 : HISTOIRE DE L'ANTISEMITISME

Page 18 : UN FILM, DES DEBATS

Page 20 : COURRIER
et BREVES

Editorial

Les municipales 83: montée d'un cran du racisme et du chauvinisme

Les élections municipales ont pris un goût particulièrement répugnant en ce mois de mars 83

De la droite à la gauche, l'immigration a été le centre de toutes les campagnes électorales; des monceaux de déclarations plus racistes et chauvines les unes que les autres se sont accumulées, déversées de toutes parts.

Après le premier tour, la gauche unie, et particulièrement le PS, se voyant en fort mauvaise posture, a essayé de redorer son blason en hurlant au loup contre la droite. Ainsi Jospin au lendemain du premier tour : " La droite a rallié des électeurs sur des bases réactionnaires, elle a fait jouer la corde ultra-sensible de l'insécurité, de la peur et du racisme ; c'est pour cela qu'elle a gagné "

Bref et en clair: la droite a été plus raciste que nous et c'est pour cela que les gens ont voté pour elle.

Argument qui a permis au PS de développer deux thèmes :

Le premier en direction de son électorat, boudeur et largement passif au premier tour: "S'abstenir, au deuxième tour, c'est laisser la porte ouverte à la droite, c'est risquer la destabilisation constitutionnelle, c'est aller à la catastrophe ; on ne peut pas laisser faire cela".

Le deuxième en direction d'un certain électorat de droite: puisque le thème de l'immigration est point sensible, rallions les gens en leur prouvant que la gauche est plus efficace que la droite pour contrôler l'immigration, et qu'en l'élisant, ce "problème" sera mieux réglé.

Si cet argument a pu convaincre un certain nombre d'électeurs, il faut surtout noter que ces élections ont constitué un second vote anti-droite, plus qu'un vote pro-PS PCF.

Comment comprendre cette campagne, ce qui s'y est joué de façon prolongée ?

Ces élections ont été les premières à porter comme enjeu principal des débats la question de l'immigration comme problème crucial à résoudre.

Déjà, depuis l'été les attaques anti-immigrés, au travers des grèves d'O.S. dans les grandes usines automobiles, avaient été des plus virulentes, en particulier de la part de la dite gauche. Tous les propos et idées racistes qui étaient alors en l'air se sont cristallisés lors des municipales et ont fait boule de neige.

Tous étaient d'accord sur au moins un point: il faut arrêter l'immigration clandestine.

Tous les discours laissaient prévoir pour imminent, sinon actuel, un déferlement incontrôlable d'immigrés venus du monde entier.

Les chiffres les plus énormes furent avancés, la droite accusant la gauche d'avoir ouvert la porte avec son fameux plan de régularisation; la gauche prouvant chiffre en mains que les frontières étaient

plus hermétiques et les expulsions plus nombreuses que sous Giscard.

Dans ce marécage nauséabond, on peut toutefois distinguer trois courants :

+La droite UDF et RPR n'a pas beaucoup étonné par ses propos, n'était-ce leur virulence et leur clarté.

+Le PCF quant à lui a surtout insisté sur ce qui lui tenait le plus à coeur: la répartition des immigrés dans les quartiers; Marchais s'est déchainé à ce propos le soir du second tour, en annonçant clairement que des actions en ce sens seraient entreprises. On se rappelle de la manifestation/délation en 81. Le PCF affiche sa volonté d'organiser les gens du peuple dans les quartiers contre les immigrés, de dépasser le stade du discours.

Si on avait le coeur à en rire, on peut imaginer d'ailleurs les problèmes que cela va lui poser dans les villes qu'il a perdues. Verra t'on le PCF, qui avait fait à Levallois une pétition contre la construction d'un foyer, le verra t'on réclamer : plus d'immigrés à Levallois ville de droite.

+ Le PS enfin; les comportements différents au sein du PS n'ont pas disparus lors des municipales. Il y a d'un côté les "durs", dont le chef de file est Defferre à Marseille, et dont les propos sont ouvertement racistes.

D'un autre côté,(Jospin), on a encore entendu le même discours "fraternel", rose bonbon et écoeurant; "On est tous égaux, respect, bla, bla, bla mais pour le bien de tous, français comme immigrés il faut absolument fermer les frontières; on ne peut accueillir tout le monde...."

Avec de tels raisonnements, le P.S. a réussi, et c'est là le plus dangereux, à faire passer pour logiques, raisonnables et anti-racistes les pires pratiques racistes, à faire accepter dans l'indifférence des choses inacceptables.

On assiste aujourd'hui à la banalisation du racisme

Cela veut dire que non seulement la révolte contre les campagnes électorales racistes a été relativement faible, mais surtout que le racisme risque de devenir une attitude normale, logique dans la conjoncture.

Il devient banal d'accepter de justifier les emprisonnements pour défauts de papiers et les expulsions hors de France.

Il devient banal de désigner les ouvriers immigrés comme de dangereux fanatiques musulmans lorsqu'ils font grève.

Il devient banal d'envisager que des familles entières soient déplacées comme du bétail de banlieue en banlieue, et de ne pas attribuer des logements vides aux immigrés.

Il devient banal de soupçonner, avant tout autre, les jeunes immigrés de tous les vols de la terre.

Que le P.S. soit loin de l'anti-racisme était déjà admis par un certain nombre de gens.

Après les réactions du P.S. aux grèves d'usines, et au travers de son activité lors de municipales il est difficile d'ignorer aujourd'hui que la politique du P.S. est raciste.

Les municipales ont étalé au grand jour ce qui paraissait honteux avant. Une preuve éclatante de cela nous a été donnée par l'interdiction par Defferre à Marseille de la manifestation anti-raciste après l'attentat mortel de la Cayolle. Là encore pourtant, cette décision impensable et inacceptable il y a quelque temps est passée comme presque normale.

C'est qu'en quelques années les choses ont beaucoup changé. Nous ne sommes plus dans la

période Giscard, où il s'agissait pour la droite au pouvoir d'être à l'initiative pour créer un camp chauvin et raciste, de le rallier autour de la politique ouvertement impérialiste menée par l'Etat.

Aujourd'hui, cette opinion raciste et chauvine se développe par elle-même, s'auto-alimente dans la crise. L'enjeu pour tous, RPR, UDF, PCF et PS, est de s'assurer son ralliement, de savoir comment l'organiser au mieux en un véritable camp chauvin et réactionnaire.

C'est en ce sens que le thème de l'immigration a été manié comme un thème électoraliste. Chacun a essayé de rallier à son projet un courant déjà existant, de le flatter, de lui faire miroiter l'efficacité de sa politique, tout en se démarquant et en refusant les excès les plus violents mis en oeuvre par les fascistes.

C'est cette tentative de se démarquer de l'aspect ouvertement violent du racisme qui donne encore poids auprès de l'opinion publique à leurs prétentions anti-racistes.

Un "coup de sang"... et ses séquelles

Certains préfèrent se reconforter en pensant que tout cela ne fut qu'une poussée de fièvre, que le cercle infernal a été lancé par la droite et que le P.S. dans sa réponse a été au delà de ses pensées, au delà de ce qu'il veut vraiment.

Un mauvais rêve quoi, qui passera au lendemain des élections.

Seulement voilà, le "mauvais rêve" aurait tendance à se prolonger. Certes, il n'a plus l'éclat des grandes jours, il se fait légèrement moins voyant, il se poursuit bien dans la réalité.

Il a des effets dans la politique de l'Etat, dans sa politique de refoulements, de contrôles incessants, d'expulsions, contre les ouvriers et les jeunes immigrés, dans le refus du renouvellement des papiers.

Des effets il y en aura certainement dans les pratiques du PCF dans les quartiers.

Des effets surtout, ces municipales en ont eu, qui laissent pour longtemps des traces profondes dans les idées des gens, dans les courants d'opinion et surtout qui provoquent le développement des actes racistes, meurtres, attentats.

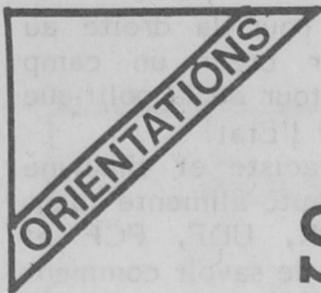
La politique de l'autruche n'a jamais rien changé, aujourd'hui encore moins qu'avant. Il ne s'agit pas d'être alarmiste mais les courants racistes, chauvins, réactionnaires se sont beaucoup développés ils se sont banalisés, on les entend tous les jours.

Il y a eu trop de démissions collectives dans l'histoire, trop de périodes où les gens préféreraient ne pas croire, ne pas voir ce qui se passait, courbaient l'échine en attendant que l'orage passe, pour que nous ne nous sentions pas tous interpellés.

La seule révolte aujourd'hui ne peut plus se suffire à elle-même, car elle ne donne pas de point de force, d'arrière suffisants contre les nouveaux aspects du racisme.

L'engagement anti-raciste est ce qui aujourd'hui permet d'avancer dans une nouvelle façon de faire la politique, dans un projet indépendant des partis et des syndicats, dans un projet de l'unité de la société civile, de maîtrise des transformations.

Comprendes les différents courants au sein de la jeunesse aujourd'hui, s'emparer de la politique anti-raciste dans les quartiers, lancer le débat sur la question des ouvriers, des usines, suivre les avancées de la politique des P.A.E., s'intéresser aux films qui contribuent à la mémoire du peuple multinational, voilà le numéro 15 de l'Anti-Raciste, voilà des points de débat pour une véritable opinion anti-raciste organisée.



SOCIETE CIVILE

ANTI-RACISTE

Les quartiers

Les forces politiques parlementaires de droite comme de gauche, PS, PCF, RPR, UDF, et les syndicats se sont lancés dans une "course de vitesse" pour structurer autour d'eux chacun à leur manière un camp raciste et chauvin. Les élections municipales ont très certainement marqué une étape de cette rivalité. Mais il faut comprendre, c'est important, que les propos tenus ne sont pas liés à de simples comportements électoraux mais bien à des orientations politiques prolongées.

Dans la période de crise que nous traversons, ces forces ont besoin en fait de développer des politiques racistes pour diviser profondément la classe ouvrière, l'isoler du reste de la population et pour justifier le maintien d'une domination de la France sur les pays du tiers monde. Elles ont besoin du chauvinisme pour embrigader au sein d'une "entente nationale" ouvriers et gens du peuple dans la concurrence internationale et la restructuration interne qu'elle implique. Ce sont des forces bourgeoises et impérialistes en concurrence, certes, pour diriger l'Etat, mais en collusion contre la classe ouvrière et le peuple, dès que ces derniers se mettent en marche pour eux mêmes, dès qu'ils affirment toute velléité à vouloir changer les rapports sociaux en France.

Il s'agit pour les anti-racistes, aujourd'hui plus que jamais, de faire force. La simple indignation ou la seule révolte ne suffisent pas. Nous avons besoin d'une véritable stratégie politique qui fasse bilan des impasses du passé, des transformations de la société et qui propose un cheminement concret et possible afin que le peuple et la classe ouvrière sortent de la situation de faiblesse actuelle.

C'est ce à quoi contribuent les permanences anti-expulsions en proposant la voie de l'unité du peuple multinational et de la société civile anti raciste. Cet article a pour objectif d'exposer ce que signifie une telle orientation dans les quartiers populaires.

Peuple multinational

La population des grandes villes industrielles est multinationale, c'est un fait.

Depuis maintenant de nombreuses années, des immigrés vivent en France, y travaillent, y étudient, ont des enfants, tout en conservant leur nationalité d'origine. Ils participent à la lutte de classes dans l'usine comme en dehors. Ce ne sont ni des Français, ni des étrangers, mais des immigrés qui tiennent à leur identité nationale.

La société, de toute évidence, n'est plus la même qu'autrefois. Ce n'est plus une société "française" dans laquelle les immigrations successives s'empressent ou sont pressées de "s'assimiler".

La guerre d'Algérie et les mouvements d'indépendance des pays du tiers-monde, le mouvement pour l'égalité des droits entre français et immigrés des années 70 ont conduit un grand nombre d'immigrés à s'opposer à tout processus d'assimilation.

La présence des immigrés n'est pas seulement une donnée sociologique selon quoi il y aurait en France des gens de multiples "origines", ou

de multiples "cultures". Le thème de la "société multiraciale" estime que les tensions civiles sont liées à la cohabitation de "races". Elle cherche à parrainer l'existence d'une société française qui puisse assimiler des individus de "race différente". Une telle orientation justifie la politique de répartition, de seuil de tolérance... Cette interprétation, qui sur le fond ne prend position sur rien, sauf sur l'origine "raciale", peut conduire à des orientations politiques proches de celles en vigueur en Afrique du Sud. C'est une interprétation raciste et réactionnaire qui doit être condamnée.

Le thème de la "société multiculturelle" doit être aussi critiqué. Même s'il propose, ce qui est positif, que "différentes cultures" puissent s'exprimer en France, ce thème ne prend pas position sur ce qui fait aujourd'hui rupture par rapport au passé, rupture vis à vis des vagues d'immigration de la fin du XIXème siècle et du début du XXème siècle. Car un changement radical est intervenu, c'est la résistance des communautés nationales et historiques aux politiques d'assimilation/rejet de l'Etat-Nation. En effet les communautés ne se définissent pas



seulement par rapport à une culture, mais surtout par rapport à une histoire, à une mémoire particulière, par rapport à une identité nationale ou historique.

Cette résistance à l'assimilation est un fait nouveau qui est lié au mouvement d'indépendance du tiers-monde. L'antagonisme historique entre les peuples du tiers-monde et la France impérialiste, colonialiste voire aujourd'hui néo-colonialiste a conduit les communautés issues de ces peuples à s'opposer à l'assimilation.

Reconnaitre cette nouvelle situation historique et aller de l'avant en cherchant à créer une unité politique nouvelle entre les communautés ou la nier, en cherchant soit à rejeter les immigrés, à les expulser, soit à tenter de les assimiler de force à la "nation" française, tel est le choix.

Ce choix est un choix politique grave qui interpelle chacun d'entre nous. Car il y va de l'avenir du peuple en France.

Soit un peuple multinational qui se bat pour qu'existe une société civile anti-raciste dont la dynamique transforme les français comme les immigrés en créant de nouveaux rapports sociaux dans les quartiers, c'est à dire dans le logement, à l'école, entre les jeunes et les adultes..

Soit un peuple français réactionnaire pris dans une société impérialiste de crise où dominent la montée du racisme et du chauvinisme, la montée des tensions civiles, un peuple "éclaté" où règnent l'isolement et la méfiance, la peur et la dépendance entière vis à vis d'un Etat omniprésent.

C'est bien de cela dont il est question dans les quartiers ou les cités de banlieue. Chacun peut apprécier l'importance et souvent la virulence des débats, les attitudes et choix de vie contradictoires qui s'y déploient.

Deux problèmes, non pas uniques, mais principaux y sont débattus.

C'est tout d'abord la discrimination que subissent les jeunes, les jeunes immigrés, et les interrogations qui se posent sur leur avenir. C'est ensuite les problèmes de logement et de cohabitation que rencontrent les familles ouvrières et populaires.

Jeunes-Peuple multinational - Société civile anti-raciste

C'est une banalité de dire que la crise, en provoquant chômage et "vie chère", frappe tout particulièrement les jeunes immigrés, qu'elle provoque au sein des quartiers des attitudes et même des politiques qui visent à les rejeter,

à les marginaliser. Mais c'est autre chose de se sentir concerné, interpellé par l'avenir des jeunes dans notre société et de vouloir agir pour transformer la situation. Certes une partie des jeunes, face aux difficultés qui les assaillent, adopte comme attitude celle de la "démerde individuelle", de la révolte violente, non seulement contre l'Etat, mais contre la société prise dans son ensemble, contre les familles qui cohabitent dans les cités, contre les parents... Cette voie qui conduit les jeunes immigrés vers celle que l'on appelle communément la délinquance, nous ne l'approuvons pas même si parfois nous la comprenons. Mais de toute manière, nous pensons qu'il faut critiquer fermement ceux qui prennent prétexte de ces comportements pour démissionner, laisser les jeunes livrés à eux-mêmes, sous la pression des racistes et de l'Etat, pour se "laver les mains" de l'avenir qui les attend.

La première chose que nous affirmons, c'est: "Nous sommes comptables de la situation qui est faite aux jeunes. Nous pouvons agir pour changer les choses."

Comment? Toute la question est là.

Ce qui est remarquable et ce qu'il faut bien constater, c'est que le peuple multinational en France, et en son sein les jeunes, se heurtent à un double système de discriminations. Non seulement l'Etat exerce sur lui une politique anti-immigré qui prend sa source dans l'inégalité des droits, mais au sein même de la société, des individus et des force politiques organisées agissent pour que cette discrimination en matière de droit s'adosse à une discrimination sociale quotidienne.

Identité nationale des jeunes immigrés de la seconde génération.

+ Aujourd'hui les jeunes Algériens nés en France après 63 sont français. En d'autres termes, il n'ont plus le libre choix de leur nationalité. C'est une loi votée en 1973 par le Parlement et ses quatre partis (UDF,RPR,PCF,PS) qui tente d'assimiler de force à la nationalité française des jeunes que l'histoire porte plutôt à s'engager pour que la nationalité algérienne soit respectée. Cette discrimination en matière de droit s'accompagne de campagnes racistes qui dénaturent l'histoire de la Guerre d'Algérie, qui méprisent fondamentalement les Algériens. Elle s'accompagne de pratiques systématiques de rejets plus ou moins violents, de dénigrement, d'insultes à l'égard des Algériens, et au delà, de l'ensemble des maghrébins.

Combattre pour le libre choix de la nationalité, ce n'est pas simplement s'opposer à l'Etat et résister en exigeant une carte de résident algérien, c'est aussi contribuer à faire en sorte que la communauté algérienne soit respectée. Or pour qu'elle soit respectée, son histoire doit être connue et un bilan politique anti-raciste doit être tiré de la guerre d'Algérie. Il s'agit de faire le bilan tant de la contribution des Algériens à la lutte anti-coloniale et anti-impérialiste que de la démission politique de la majorité des Français et des organisations politiques et syndicales de gauche pendant cette période. C'est cela que nous appelons mémoire populaire anti raciste.

Sans cette mémoire populaire anti-raciste, largement déve loppée, il ne peut y avoir de respect entre les communautés, il ne peut y avoir de peuple multinational fort pour imposer à l'Etat que chacun puisse librement choisir en France sa nationalité.

Jeunes, école et travail.

+ Les jeunes immigrés subissent de plein fouet la crise quant à l'emploi. Mais cette situation est aggravée pour eux par la politique de l'Etat, qui leur interdit l'accès à toute la fonction publique et par une discrimination à l'emploi qui prend sa source dès l'école.

La crise économique a pour effet non seulement de limiter le nombre d'emplois offerts, mais aussi de permettre aux employeurs, de ne proposer aux jeunes immigrés que les emplois les moins qualifiés. La politique d'embauche patronale cherche à mettre les ouvriers dans une telle situation de concurrence, entre jeunes et adultes, entre ceux qui ont une formation et ceux qui n'en n'ont pas, entre hommes et femmes, entre français et immigrés, que les emplois offerts sont souvent pris par des gens "surqualifiés". Il est très rare de pouvoir trouver un travail qui corresponde à sa formation initiale.

C'est encore plus rare pour les jeunes immigrés, dans la mesure où le comportement général de employeurs consiste à préférer, à qualification égale, des adultes ou des jeunes français. Cette discrimination est la suite logique du fonctionne-

ment de l'école, qui loin de former la jeunesse multinationale, fonctionne comme "centre de tri et voie de garage". La crise de l'école n'est pas liée à la présence des immigrés, comme tente de nous le faire croire les courants d'opinion racistes. La crise de l'école est liée d'un côté à la crise de l'emploi, de l'autre à la crise des "valeurs" de la société impérialiste. La jeunesse populaire exprime un rejet du système des valeurs dominant dans cette société et reproduit à l'école, et un profond malaise quant au dysfonctionnement formation/emploi.

Au sein de la jeunesse, les jeunes immigrés se sentent tout particulièrement rejetés, et ils le sont de fait, d'un système scolaire qui ne prend pas compte ni de la dimension multinationale du peuple, ni de la dimension ouvrière de l'avenir d'un grand nombre d'entre eux.

Face à une telle situation, notre politique ne consiste pas simplement à nous opposer à l'Etat et aux employeurs privés, à leur politique discriminatoire à l'embauche. Certes nous cherchons à développer des réseaux de jeunes français et immigrés pour que se tissent des liens de solidarité afin de faire force contre les aspects les plus révoltants de cette discrimination, et d'engager des campagnes d'opinion qui exigent l'égalité des droits au travail.

Mais nous cherchons aussi à être un point d'appui politique pour que les jeunes sortent du malaise dans lequel ils sont enfermés pour renouer avec ce qui avait fait la force des générations précédentes de jeunes, à savoir : avoir le sentiment et la conviction d'appartenir à un camp, de se sentir engagé pour une cause.

C'est pourquoi nous appelons les jeunes et les enseignants révoltés par la situation de l'école non pas à s'engager pour une quelconque "réforme" de l'école. Il s'agit de dégager le rôle de formation des enseignants des contraintes qu'imposent la forme actuelle du "marché de l'emploi", sur lequel aujourd'hui nous n'avons pas de prise, et de lui reconnaître une dimension "éducative" par l'introduction de l'anti-racisme.



Le système scolaire ne prend compte ni de la dimension multinationale du peuple, ni de la dimension ouvrière de l'avenir d'un grand nombre d'entre eux

Il s'agit de développer dans (et hors) de l'école des comportements anti-racistes en particulier dans les domaines de l'enseignement des langues, dans la diffusion des cultures et les pratiques artistiques (musique, danse...), dans l'enseignement de l'histoire pour une véritable mémoire populaire anti-raciste.

Délinquance et tensions civiles

Il y a parmi les jeunes français et immigrés des attitudes divisées face aux difficultés de la conjoncture. Certains pratiquent des actes de "petite délinquance" : vols, casses... Nous n'approuvons pas ni ne justifions cette voie, qui à notre avis ne fait qu'accroître les tensions entre communautés et l'isolement des jeunes dans les quartiers; c'est une impasse. Ceci dit, nous établissons une différence entre le vol et le racket; il faut critiquer très fermement, quand c'est le cas, l'emploi de la violence physique contre d'autres personnes du peuple. Les rackets sont des pratiques de terreur, qu'il s'agit de dénoncer en tant que telles. Ce sont des pratiques de type fasciste, avec lesquelles il n'existe plus aucunes "règles sociales", ni de rapports sociaux possibles.

Elles entraînent dans une fraction de la population une adhésion aux groupes "Légitime Défense" dont on connaît la logique "expéditive" et raciste, ou/et l'appel au renforcement de l'appareil policier et de répression.

Nous affirmons qu'il faut lancer le débat sur ces questions, et que des groupes de jeunes prennent publiquement position contre la montée des tensions. Ce débat est un point de départ pour trouver les moyens internes au peuple lui-même d'isoler les adeptes de "Légitime Défense", d'obtenir leur désarmement et d'isoler ceux parmi les jeunes, qui pratiquent une violence directe anti-populaire.

Ceci dit, un tel débat n'exclut pas que les adultes et les jeunes assument leurs responsabilités lorsque certains vont en prison. Dans la situation actuelle, la prison n'est en rien une solution; les conditions de détention, la promiscuité avec le grand banditisme, le caractère dérisoire et inadapté de la "préparation" à la réinsertion conduisent très souvent les jeunes détenus à une marginalisation encore plus grande.

Agir en n'abandonnant pas les jeunes lorsqu'ils sont en prison, assurer leur défense juridique, les visiter, leur écrire, diffuser les cours (lorsqu'ils sont lycéens), les journaux, ... peuvent constituer des liens sérieux avec l'extérieur et être un point d'appui pour leur réinsertion. Le système des prisons actuel est un système scandaleux, mais cela ne justifie pas pour autant la démission collective des parents, des amis, des enseignants, des anti-racistes.

Activités culturelles et politique anti-raciste.

De nombreux jeunes ont trouvé dans les formes d'expression culturelle un moyen de se retrouver, de s'exprimer, d'avoir une "activité" sur laquelle ils ont prise. Groupes de musique, de théâtre, groupes d'arts plastiques, participation à l'activité des radios libres se multiplient; c'est une bonne chose. Mais cette activité ne permet pas à elle seule et de manière efficace de transformer la situation de l'ensemble de la jeunesse. De plus ces groupes sont parfois empreints d'un certain repli sur eux-mêmes : repli sur une nationalité, ou communauté particulière, repli sur une cité. Cette attitude ne permet pas d'engager une réelle dynamique de transformation des rapports sociaux, aussi bien entre nationalités qu'entre jeunes et adultes.

Il est nécessaire en fait d'y introduire la politique anti-raciste. Le contenu de ce qui est dit doit plus s'attacher non pas à décrire les difficultés ou l'oppression insupportable, mais à proposer des orientations face à l'Etat et des comportements anti-racistes au sein du peuple. Il est par exemple tout à fait essentiel que ces groupes puissent devenir des points d'appui pour que se propage une véritable mémoire anti-raciste. Les luttes des peuples contre le colonialisme et le néo-colonialisme doivent être connues, un bilan de leur contribution aux mouvements pour une réelle indépendance des peuples doit se constituer pas à pas. Guerre d'Algérie, mouvements pour l'indépendance en Afrique Noire, combats populaires aux Antilles... doivent constituer un patrimoine culturel commun au peuple multinational en France.

Il en est de même pour l'appréciation des courants anti-racistes qui se sont développés, tant au XIXème siècle contre l'antisémitisme, que dans l'entre deux guerres, la résistance, et que récemment depuis la guerre d'Algérie.

Aujourd'hui, l'activité culturelle des groupes de jeunes doit prendre en compte les tâches actuelles de la politique pour participer véritablement à une dynamique anti-raciste.

Les quatre axes qui ont été présentés forment l'orientation politique des P.A.E. pour que l'avenir des jeunes et leur place dans la société deviennent des préoccupations quotidiennes dans les quartiers. Ces orientations permettent dès maintenant de transformer la situation. Nous appelons les jeunes comme les adultes à les prendre en mains dans les équipes quartiers des P.A.E. ou dans l'équipe qui rédige et diffuse "Accents Multiples".

Pourquoi deux formes organisationnelles ? Parce que les jeunes, français ou immigrés, ont un rythme d'engagement dans la politique anti-raciste différent de celui des adultes. La réalisation du journal "Accents Multiples", l'organisation de débats qui l'accompagne ainsi que les campagnes de mobilisation qu'il lance permettent d'interpeller spécialement les jeunes. C'est également l'occasion pour eux, dans l'engagement anti-raciste, de se confronter aux réactions des adultes.

Un prochain article traitera de la société civile anti-raciste et de la question du logement. L'ensemble est édité en brochure: écrivez nous pour vous la procurer.

LES JEUNES IMMIGRES

De la revolte à _____ _____ "Accents Multiples"

Parmi les différents thèmes propres à développer le racisme, il y en a un qui a été particulièrement utilisé pendant la campagne électorale, celui de l'insécurité liée à la présence des immigrés et particulièrement des jeunes immigrés.

Les médias ont tellement bien fait leur travail que personne en entendant "insécurité" ne peut aujourd'hui échapper au réflexe immédiat de penser "jeunes immigrés". Et on en arrive à des prises de position inimaginables, telle celle d'une femme française, âge moyen, qui déclare "je préférerais me faire voler mon sac par un français plutôt que par un noir". Non seulement maintenant il faut produire français mais il faudra aussi voler français, rien ne se perd !

Ceci n'est peut-être qu'une anecdote mais elle pèse lourd lorsque l'on songe aux conséquences de cette campagne d'opinion : une succession impressionnante de jeunes immigrés tués en quatre mois.

La police tire à vue sur les jeunes, les racistes tirent sur les jeunes... et une dame âgée, une grand-mère digne, nous dit à propos de Nacer : "il n'avait qu'à s'arrêter aux injonctions de la police qui voulait le contrôler!" Au nom de l'ordre et de la sécurité le bon peuple en vient à justifier l'assassinat. Contre les jeunes immigrés, il y a les flics et les racistes confortés par la politique de l'Etat dont la seule logique vis à vis des jeunes immigrés est le rejet ou l'assimilation.

Les ripostes

Expression de la révolte des jeunes

En riposte aux crimes racistes les jeunes immigrés ont organisé des mobilisations, manifestations à Nanterre, à Gonesse, Chatenay, journées portes ouvertes à Nanterre, à Chatenay. Ils affirmaient avec une grande dignité leur capacité de ne pas se laisser écraser, leur existence en tant que couche importante du peuple multinational de France

Expression de l'unité entre les jeunes et les adultes

Ces ripostes dans leur ampleur, par la présence des familles dans les manifestations, en particulier des femmes sanctionnaient l'état de l'unité entre les jeunes et les familles. Refusant, dénonçant la répression brutale et les meurtres inadmissibles, elles mettaient en lumière les conditions de vie dans les cités de transit, les problèmes de logement, problèmes d'insalubrité, d'insécurité, de surpeuplement, de loyers chers, d'impossibilité de trouver un nouveau logement ou d'être relogés.. et le début d'organisation contre cela dans les cités : comité de grève des loyers à Chatenay composé de jeunes et de familles de trois nationalités différentes (marocains, yougoslaves, portugais); regroupement et décision de grève de loyers à Nanterre.



Cité de banlieue

Etat ou camp anti-raciste?

Trois façons de poser la question d'une force prolongée et efficace pour prendre en charge les problèmes de vie dans les cités et pour empêcher les crimes racistes sont apparues à travers ces mobilisations.

Pour certains jeunes immigrés comme ceux de Nanterre, seul le repli sur la communauté maghrébine, et leur reconnaissance par la mairie, par les différents maillons de l'Etat, comme force prête à l'affrontement semblent être les tendances principales. Pour d'autres comme à Chatenay, il s'agit de constituer une force des immigrés de la cité, aidés et soutenus en cela par des français : un comité de soutien avec toutes les organisations ASTI, MRAP, PS, certains chrétiens se réunit avec le comité de grève. Là aussi le seul interlocuteur est l'Etat, et les négociations pour empêcher les coupures de gaz ou d'eau, pour obtenir le relogement, par mairie, sous-préfet interposés, sont les seuls enjeux du tandem comité de grève-comité de soutien.

Pendant la "Portes ouvertes" à Chatenay, des jeunes qui se sont organisés contre les vigiles d'un supermarché à Garges-les-Gonesse ont indiqué qu'ils ne voulaient pas répondre à la violence par la violence. Ils cherchaient une autre voie pour désamorcer les provocations des racistes, et exprimaient leur volonté de vivre libres.

Dénonçant sans détours la mairie PCF, ils mettaient en avant la nécessité d'expliquer leur révolte, de compter sur eux d'abord, de chercher une unité avec les habitants de la cité pour battre en brèche le racisme.

Sur qui compte-t'on ?

L'idée qu'on ne peut pas faire confiance au gouvernement est largement répandue parmi les jeunes immigrés, mais à elle seule cette idée ne suffit pas à organiser un camp anti-raciste indépendant, à mettre sa confiance dans les gens du peuple.

Si on privilégie l'Etat comme interlocuteur, même si on le critique, on accepte finalement sa politique. Et la politique du gouvernement PS-PCF n'a rien à envier à celle que la droite à mener pendant des années. Elle en est la continuation quant au rejet d'un côté et à l'intégration forcée de l'autre des jeunes immigrés. De plus elle apporte quelques nouveautés dans le domaine de l'assimilation.

Est-ce que la loi de 73 qui donne d'autorité la nationalité française aux jeunes nés en France après 1963, de parents ressortissants des ex-colonies françaises, a été abrogée par le PS ? Est-ce que les jeunes immigrés ont accès au travail dans la fonction publique ? Est-ce que les flics ne traquent plus, ne contrôlent plus, n'humilient plus les jeunes immigrés depuis que la démocratie socialiste est au pouvoir ? Qui a inventé les vacances copain-copain, CRS-jeunes immigrés ? Qui tente de mettre en place un encadrement des jeunes dans les cités pour les faire entrer dans le moule du Français type pour l'Etat, c'est à dire revendicatif et assisté ?

Nier l'identité des jeunes immigrés, les réprimer, tenter de les répartir dans les écoles et les banlieues, voilà ce qui procède de la politique gouvernementale à leur égard et qui augmente les tensions, campagne d'opinion aidant, entre eux et le reste du peuple.

Débattre

Ceci a pour conséquence : les jeunes immigrés qui veulent sortir de la logique de la violence pour se définir une place dans la société sont souvent démunis pour trouver de nouvelles formes de relation entre eux et avec les adultes hors du cadre étatique. Tant qu'il n'existe pas de pratiques concrètes dans les cités qui relèvent d'une logique différente définissant la société civile, ils ont peur d'être écrasés s'ils ne sont pas "reconnus" par la mairie, par exemple.

Il est vrai que l'existence de pratiques d'unité entre les gens, de solidarité, de prise en charge des problèmes immédiats, de papier, de travail, de violence, ne peut être le résultat aujourd'hui que d'un large débat sur ce que l'on veut pour soi-même dans la vie quotidienne.

Accents multiples.

Dans les PAE, un groupe s'est formé pour que les jeunes puissent prendre la parole, participer au débat anti-raciste, soutenir les initiatives positives internes au peuple lui-même (telle celle de certains enseignants et élèves d'Aulnay qui gardent un contact avec des jeunes emprisonnés), et de riposte à l'Etat.

Ce groupe n'est pas un groupe de jeunes qui exclut les adultes, il a pour objectif de constituer un nouveau rapport des jeunes aux adultes, leur rapport au peuple multinational. Ceci en travaillant les questions que les jeunes se posent, à leur rythme.

Il a défini quatre axes de réflexion :

- Identité nationale et libre choix de la nationalité. Quelle est l'identité des jeunes immigrés, où en est-on dans l'obtention de la libération des liens d'allégeance à la nationalité française ?

- Egalité des droits à l'école, dans la formation et le travail. Quel est l'avenir des jeunes immigrés dans la mesure où ils ne peuvent pas choisir la profession qui les intéresse... ?

- Les tensions dans les quartiers avec comme point central un débat sur la délinquance. Comment les jeunes, immigrés et français, ont rapport à cette question, quelle est la différence entre les filles et les garçons à ce propos, comment se vivent les contradictions entre les jeunes et les familles ?

- De quelle manière communiquer ?

* Pour se connaître, travailler la mémoire, l'histoire des différentes communautés; un débat est engagé sur les conséquences de la religion islamique dans les relations entre les jeunes filles et les garçons.

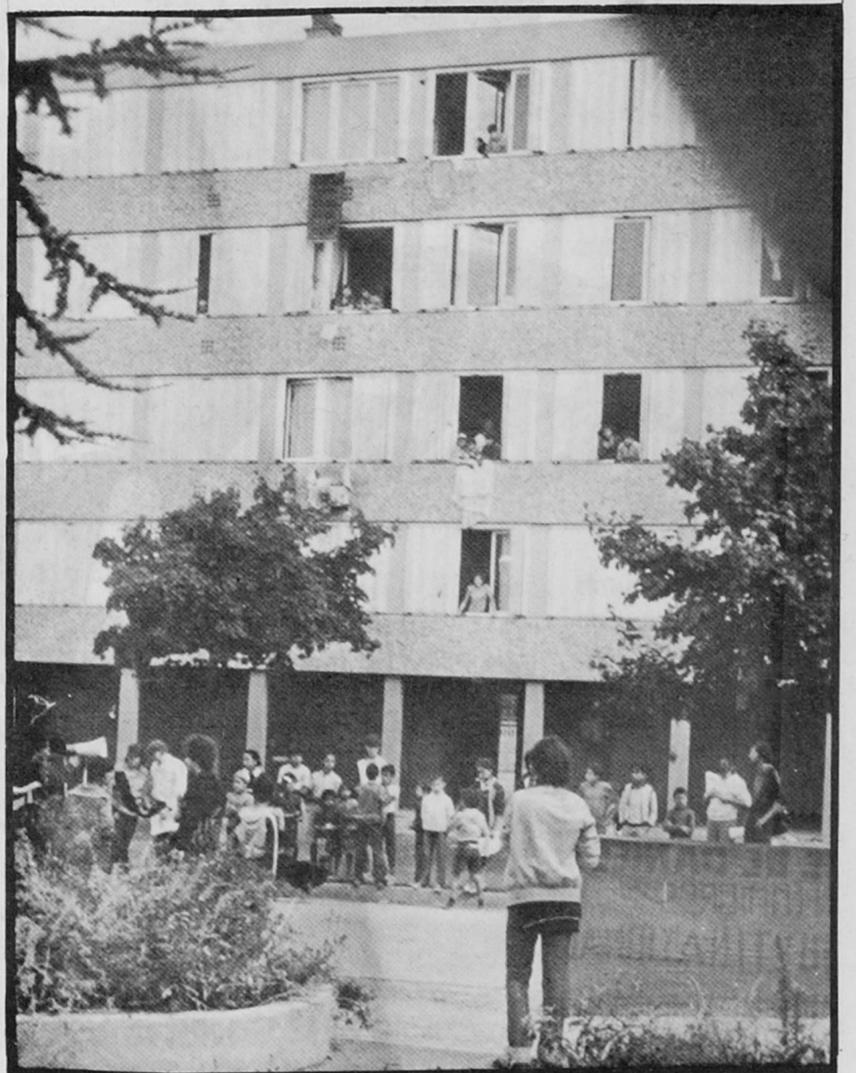
* Pour exprimer sa culture, en trouver les moyens, réfléchir la place de la musique dans la politique anti-raciste.

Sur ces thèmes, des réunions-débats publiques sont appelées régulièrement. Chacun d'eux fera

la matière d'un numéro du journal "Accents Multiples" dont la production organise les jeunes pour sa rédaction et sa diffusion à Beaubourg, au Forum des Halles, dans les lycées, CET et LEP.

L'organisation de ce débat est absolument nécessaire pour que les jeunes avancent dans leur révolte contre l'Etat mais surtout dans la définition d'une identité positive, qu'ils aient conscience de ce qu'ils veulent.

L'avancée de ce débat permet de cimenter des pratiques et des comportements anti-racistes. Cela va dans le sens de la diminution des tensions dans les quartiers, de l'unité d'un camp anti-raciste populaire et ouvrier.



Les foyers

PAR LA CRISE ET LA POLITIQUE DE L'ETAT, UNE FRACTION NON NEGLIGEABLE DES OUVRIERS IMMIGRES EST COMPLETEMENT PRECARISEE ET TEND A ETRE MARGINALISEE

Au niveau de l'opinion, c'est le thème "Non à l'immigration clandestine", développé principalement pendant la dernière campagne électorale. Ce thème a un triple but :

*Par l'insistance avec lequel il est manié, par l'importance numérique des dits clandestins que sous-entend cette insistance, il s'agit de jeter le discrédit sur l'ensemble des immigrés !

Tout immigrés peut être un clandestin ; pour les racistes, tout immigrés est un clandestin, un corps étranger, un intrus, louche, suspecté de " trafic "....

*Ce thème vise ensuite à donner une réponse raciste et chauvine à la question du chômage et à diviser les immigrés entre eux.

En effet, nous dit-on,, il n'est pas question d'accepter de nouveaux arrivants, il y a déjà trop de chômage. " **Trop de chômage** " veut donc dire pour l'Etat et les Partis : " **trop de gens à la recherche d'un travail** ".

Et bon nombre de français et d'immigrés s'approprient cette idée que pour réduire le chômage il faut réduire le nombre des chômeurs, le nombre des gens à la recherche d'un travail (inscrits ou non à l'ANPE), et que la question du chômage en France est une question strictement française. Et c'est ainsi que ce thème " Non à l'immigration clandestine " prend tout son sens accolé avec le " Produisons français ! ". Il s'agit ici d'une vision raciste, chauvine et protectionniste. En fer-

mant ses frontières, en se coupant au maximum du monde extérieur, en expulsant les immigrés, en s'enfermant sur elle-même, la France, malade du chômage, guérirait. De plus, vision raciste et réactionnaire, car l'idée du " Trop de chômage = Trop de gens à la recherche d'un travail " a une suite dans la concurrence. Ce sont d'abord les immigrés nouveaux arrivants qui sont invités à disparaître du marché du travail, puis les immigrés, les femmes, les jeunes, les handicapés, les plus âgés, On sait où cela mène.

*Enfin ce thème a une connotation anti-Tiers-Monde évidente ; la tradition colonialiste en France est en bonne santé.

Les français qui vont s'enrichir et maintenir la domination économique, politique, militaire et culturelle de l'impérialisme français en Afrique sont appelés des coopérants et sont respectés. Les immigrés chassés de leurs pays par la misère impérialiste et cherchant de par le monde un travail pour assurer leur survie et celle de leur famille, sont méprisés et invités à disparaître de la vue des chauvins et des racistes. Peu importe à ces derniers ce qui se passe dans les pays du Tiers-Monde ; l'essentiel est le maintien de leur pouvoir d'achat.

Un deuxième thème vise à constituer une opinion raciste et chauvine nouvelle, anti-ouvrière, pour cautionner la précarisation des ouvriers immigrés et pousser à leur marginalisation. C'est celui développé lors des grèves des O.S. : c'est le thème des ouvriers immigrés " étrangers aux réalités sociales françaises ", " fanatisés et manipulés par des ayatollahs Komeynistes ".

Aujourd'hui la quasi totalité des O.S. de l'automobile dans les grandes villes est immigrée. Ce sont les O.S. immigrés qui produisent les voitures, véritable colonne vertébrale de l'économie. Il s'agit de préparer là encore l'opinion aux mutations à venir dans la crise, tant économique que sociale ; il s'agit de préparer l'opinion à une politique de marginalisation et de précarisation des O.S. immigrés.



Chambre du foyer-taudis de la rue PINEL à Saint-Denis

Les pratiques suivent sans tarder :

*Les contrôles et les râfles de la police se multiplient dans les métros, dans certains quartiers, aux arrêts de bus ou devant les boîtes d'intérim, comme par exemple à la gare du Nord.

La chasse aux sans-papiers et aux fausses cartes est de nouveau ouverte. La traque policière a depuis quelques semaines monté d'un cran.

*Des policiers en civil et en tenue ont pénétré par intimidation dans de nombreux hôtels et appartements, dans certains foyers, à la recherche de sans-papiers. Dans tous les cas, ils avaient des noms précis.

*Dans un foyer de la banlieue Nord de Paris, une première râfle a eu lieu à 5 heures du matin, et plusieurs sans-papiers ont été embarqués.

*Les sans-papiers sont refoulés par milliers. L'arbitraire Giscardien se réinstalle. Des gens en possession d'un récépissé de régularisation se retrouvent au pays, même si leur carte à l'ONI ou à la Préfecture les attend. Des gens sont jugés en saisine directe sans aucune enquête ; d'autres sont refoulés sans jugement. Déjà les expulsions et les refoulements se comptent par dizaines de milliers et Deferre jubile, Badinter singe Peyrefitte et la machine judiciaire et policière tourne à plein ; certains sans-papiers sont relâchés faute de place en prison !!!!

*Au niveau du logement là encore la situation est très mauvaise et pour beaucoup très précaire.

Les anti-racistes avec leurs équipes immigrés/français d'intervention dans les foyers, tentent de répondre à ces politiques de précarisation et de marginalisation des ouvriers immigrés, à ces pratiques racistes et chauvines.

Quatre points sont à l'ordre du jour.

1

La régularisation et la protection des sans-papiers.

L'opération de régularisation exceptionnelle arrive à son terme : aujourd'hui toute personne en possession d'un récépissé de demande antérieur au 15 janvier 1982 peut être régularisé **sans condition**. Il reste encore des dossiers non régularisés en province et dans la région parisienne. La vigilance et la constance nous permettront de les faire régulariser.

Ceci est une première victoire.

Une deuxième victoire à mettre au compte de la bataille pour la régularisation, c'est la sortie de la question des sans-papiers de la clandestinité. Aujourd'hui, être sans-papier n'est plus une chose honteuse que l'on tait soigneusement.

Aujourd'hui être sans papier c'est pour beaucoup se considérer comme ouvrier à part entière, c'est chercher respect et dignité et oser interpellier ceux qui ont des papiers.

Et pour bon nombre de camarades avec papiers, être sans papier n'est plus considéré comme une question de fatalité ou de malchance. L'unité des sans-papiers/avec papiers a avancé et a renforcé l'unité ouvrière dans les foyers.

Aujourd'hui le débat porte donc sur l'**unité ouvrière avec les sans-papiers, sur leur protection contre les contrôles, les râfles et les refoulements.**

Le manque de logements décents est évalué pour Paris à plusieurs dizaines de milliers (par le gouvernement lui-même). Et par "logement", il faut entendre "chambre" ou même "lit".

Les sans logis s'entassent dans les hôtels, les appartements, les foyers. Là encore on les appelle "clandestins". Les foyers souvent mal entretenus se dégradent à grande vitesse. Les foyers-taudis, les foyers-baraques ne sont pas encore tous relogés. Les familles immigrées vivent souvent à 4 ou 5 dans une seule pièce Les mairies de droite, comme celle de gauche, bloquent au maximum les relogements, la construction de foyers, les admissions de familles immigrées dans les HLM. Et c'est dans cette situation que l'Etat lance aujourd'hui avec les sociétés gestionnaires, une offensive contre les dits clandestins, essayant de les chasser des foyers et des hôtels, et donc, faute de logement, de les empêcher de vivre en France.

Ce sont des pressions considérables et de toutes sortes, tel le chantage au relogement "on vous reloge, mais sans les clandestins" ; ce sont les intimidations policières, le refus de distribuer le courrier ; c'est le chantage à la hausse des loyers "on est obligé d'augmenter les charges et le loyer à cause des clandestins"

*Le travail précaire devient de plus en plus le lot commun.

Dans certains foyers, la majorité des ouvriers sont des ouvriers à travail précaire : travail intermittent, travail au noir, travail à temps partiel,

Sont discutées :

***Les consignes de protection : ne pas sortir avec la fausse carte, ne pas prendre le métro... se méfier à la poste, à l'ANPE....

***Les pratiques de solidarité : en cas d'arrestation et d'emprisonnement ; pour interdire l'entrée des hôtels, des appartements, des foyers, à la police ; refuser en groupe de se soumettre aux contrôles....

***La conjoncture et la politique de l'Etat-PS : pour comprendre entre autre que la chasse aux sans-papiers sauce Mitterrand sera la même que celle sauce Giscard.

***Le sens de la venue en France : pour quelles raisons les aînés sont venus ? Pour quelles raisons les jeunes arrivent ? Comment l'Etat impérialiste français a régularisé les aînés ; quelles batailles ont déjà été menées ? Et ici en France que signifie devenir ouvrier ?

2

La vérité sur le logement.

De nombreuses révoltes éclatent dans les cités de banlieues des grandes villes, en particulier dans les cités de transit, mais aussi dans les foyers :

- contre les hausses abusives de loyer, contre le délabrement des hôtels et de certains foyers, contre le refus de relogement, ...

- révoltes dans lesquelles les P.A.E. sont souvent engagées.

Ce qui se joue aujourd'hui entre les ouvriers des foyers et les anti-racistes d'une part, et les sociétés gestionnaires et l'Etat d'autre part, porte sur plusieurs points :

* la reconnaissance de la présence des clandestins et la distribution de leur courrier ;

* le relogement des foyers taudis, des foyers-baraques et de **tous** leurs habitants, clandestins ou officiels, avec ou sans-papiers, chômeurs ou non, " mauvais payeurs " ou " bons payeurs " ;

* la construction de très nombreux foyers ou logements pour tous les mal-logés des hôtels et des appartements ;

* l'organisation de la vie communautaire, de la vie culturelle et politique dans les foyers, sous direction des ouvriers eux-mêmes ;

* un loyer modéré ; contre les augmentations abusives ;

* l'entretien et les réparations à faire.

Aujourd'hui va être votée la nouvelle loi PS sur les foyers.

Cette loi d'une part reconnaît les acquis du mouvement de grève des foyers des années 1975/79 et des nombreuses révoltes des années 1980/82 (liberté de visite et de réunion - statut de locataire - reconnaissance des " Comités de Résidents " - ...), mais encore donne tout pouvoir au gestionnaire sur l'admission, l'hébergement, les travaux, ...

Le débat porte donc sur les nouveaux rapports de force à constituer autour de ces points et sur de quelle unité, de quelle force a-t-on besoin ?

Sont discutés :

***L'unité ouvrière dans les foyers contre les divisions (clandestins, chômeurs, sans-papiers, mauvais payeurs,..), non seulement celles énoncées plus haut mais aussi contre les divisions héritées d'un certain féodalisme (entre familles, entre ethnies), contre les divisions entre nationalités.

***L'unité foyers/quartiers : comment briser la méfiance et arriver à faire des contacts entre les foyers et les quartiers ; comment faire du foyer une base pour la vérité sur le logement, pour l'unité célibataires/familles ; français/immigrés, comment faire du foyer un lieu important pour une activité culturelle et un engagement anti-raciste de tous ?

***L'engagement individuel dans la politique anti-raciste.

Tout engagement est d'abord individuel ; ce n'est pas une délégation. Un délégué et un militant

anti-raciste peuvent être très différents : un délégué peut se contenter de faire l'intermédiaire, le facteur, entre les résidents et les gestionnaires, le militant est un responsable de l'avancée de l'unité ouvrière, de l'unité foyers/quartier. L'engagement dans la politique anti-raciste n'est pas momentané ; la politique anti-raciste est une **politique prolongée** pour l'unité ouvrière, l'unité du peuple multinational.

3

Le débat sur le travail et le chômage

De quoi sont porteuses les grèves des O.S. ?

Que signifie le débat sur les classifications ? Quels rapports à avoir aux cadences, aux chefs, aux chômeurs ?

Finalement, ce débat permet d'avancer dans une définition commune de l'identité ouvrière avec des O.S. de la métallurgie, des grandes et petites usines, des ouvriers du nettoyage, de la restauration, avec les chômeurs. Il permet d'avancer dans l'unité ouvrière.

4

Le travail sur la mémoire anti-raciste et anti-impérialiste, sur la constitution de nouveaux rapports au Tiers-Monde

Cette activité pratiquée depuis plusieurs années par les P.A.E. dans les foyers, s'oriente :

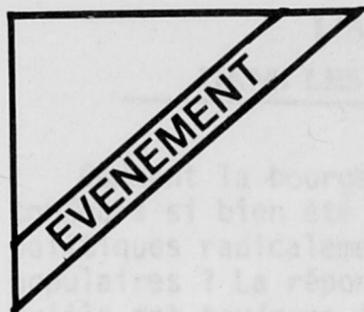
-1- Autour de la commémoration d'événements importants pour le respect et l'unité des différentes communautés nationales et historiques : le 17 octobre 1961, le 8 mai 1945, l'avril/mai 1943, les 16 et 17 juillet 1943, le mouvement de grève des foyers, ...

-2- Autour d'un travail sur des questions qui se discutent aujourd'hui dans le peuple : quel bilan de la lutte contre l'antisémitisme ? Quel rapport entre Islam et politique ? Comment parle-t-on aujourd'hui de la résistance au colonialisme et de la guerre d'Algérie ? etc....

-3- Autour de nouvelles pratiques de coopération populaire et ouvrière (caisses ouvrières pour financer maternités, dispensaires,, au Mali, au Sénégal, en Mauritanie), et à partir de là autour de la définition et de la pratique d'un nouveau contenu de l'anti-impérialisme.



Meeting anti-raciste des P.A.E. à l'AGECA à Paris, le 7 mai 1983



Meeting anti-raciste

Raconter un meeting n'est pas toujours chose facile. On peut dire les thèmes de l'appel, le nombre de gens... Nous voulons aujourd'hui essayer d'aller un peu au delà de la simple description, réfléchir sur le sens de ce meeting du 7 mai; car un meeting, ce n'est pas seulement un seul jour, c'est à la fois un bilan de notre travail et un point de repère pour l'avenir.

250 personnes le 7 mai 83 à l'AGECA.

Comme toujours, la base de masse des Permanences Anti-Expulsions était là massivement: les camarades africains noirs des foyers engagés dans la bataille pour la régularisation des sans-papiers.

Mais cette présence massive avait pourtant une ampleur qualitative nouvelle. Le meeting n'était pas appelé spécifiquement sur la bataille, mais sur la politique d'ensemble des P.A.E. et l'importance de l'engagement anti-raciste. Que les camarades des foyers soient venus aussi nombreux prouve qu'au delà de la question directe des papiers, c'est bien à la politique anti-raciste dans son fond, dans sa portée générale qu'ils sont ralliés, sur laquelle ils veulent s'engager.

Ce meeting marquait donc l'avancée de notre politique dans les foyers.

Le 7 mai à l'AGECA, il y avait aussi quelques français; un peu plus que d'habitude. Ils sont venus au vu des affiches et des tracts, signe encourageant de la possible efficacité d'une propagande plus large et régulière. Signe aussi qu'un certain nombre de gens se sentent interpellés de façon nouvelle par la question de l'anti-racisme, qu'ils ressentent la nécessité d'en savoir plus, de ne pas rester les bras croisés.

Grande diversité d'origines; et pourtant on a pu s'étonner de l'absence de certains: tous ceux qui sous Giscard se mobilisaient contre le racisme, et qui aujourd'hui ne semblent pas prêts, pour beaucoup à faire le pas de l'engagement anti-raciste.

Pourquoi? Nous pensons que ces "anti-racistes" se mobilisaient tout d'abord contre la violence raciste, les meurtres, les attentats, contre l'aspect le plus révoltant du racisme. Et aussi contre l'Etat qui était de droite, parce que pour eux, il allait de soi que droite et racisme allaient de pair et qu'attaquer le second affaiblissait le premier.

Aujourd'hui, il y a eu le "changement"; c'est à dire que l'Etat est passé aux mains de la "gauche". Du même coup, attaquer l'Etat demande une remise en cause de la politique telle que pratiquée par les grands partis, demande de réfléchir une nouvelle façon de s'engager, en toute indépendance, en ne comptant que sur soi.

Cette remise en cause, beaucoup dans la petite bourgeoisie ne veulent pas la faire, ils ne veulent pas rompre avec cette société impérialiste et son mode de fonctionnement qui leur consent quelques privilèges. Voilà ce qui explique la disparition de certains "anti-racistes" de l'époque Giscard; leur anti-racisme n'était que la partie visible de l'iceberg; la crise et l'arrivée de la Gauche au pouvoir ont mis à nu leur base: leur ralliement encore tenace à la société impérialiste.

Présence nouvelle aussi, celle de beaucoup

de jeunes immigrés contactés par le travail des P.A.E. dans les quartiers ou par la propagande.

Là aussi, le fait que des nouveaux courants à la recherche de l'unité entre les jeunes et les adultes, d'une nouvelle identité positive pour les jeunes se développent s'est confirmé.

Un point positif donc: une grande diversité de personnes, de toutes nationalités, de tous âges et des deux sexes...

Il faut que ceux qui ne sont pas venus ce samedi là à l'AGECA aient quelques remords; et ils ont des raisons d'en avoir; ils ont raté un débat très vivant et intéressant.

On peut dégager trois points qui se sont entremêlés après les deux interventions d'ouverture (l'une sur l'originalité et la nouveauté de la politique des P.A.E., l'idée du peuple multinational, l'autre sur le travail des P.A.E. dans les quartiers, les foyers, en direction de la jeunesse).

Trois débats donc:

Sur les jeunes: quel rapport avoir à la question de la délinquance, comment la traiter, quels écentres d'intérêts développer aujourd'hui dans la jeunesse, quelle unité entre les jeunes et les adultes...

Sur l'unité ouvrière: comment créer l'unité entre ouvriers français et immigrés dans les usines, comment faire avancer le débat sur l'avenir ouvrier.....

Sur le rapport à l'Etat et les nouvelles façons de faire la politique aujourd'hui: faut-il s'engager dans les syndicats pour les faire "changer de l'intérieur" ou faut-il développer pleinement et partout notre politique anti-raciste; quel est notre projet de société, en rupture complète avec la société impérialiste d'aujourd'hui....

Ce meeting du 7 mai a donc marqué un tournant, une avancée politique réelle des P.A.E. La teneur des débats était réellement politique. Les questions posées (et les réponses, y compris de la salle) ont montré une volonté nouvelle d'avancer dans la définition de nouveaux rapports à la politique, d'avancer sur les questions de fond, sur le type de société qu'il s'agit de réfléchir, les pratiques à mettre en oeuvre.

Tournant aussi dans la conjoncture, où la question de l'anti-racisme commence à être perçue de plus en plus largement comme une vraie question politique, et non plus comme un simple humanisme ou soutien, comme une question d'avenir centrale dans la crise.

Le bon niveau du débat, le réel intérêt des personnes présentes pour la nouveauté politique des P.A.E. doit aujourd'hui nous pousser à développer notre travail anti-raciste, en particulier dans les quartiers, à ouvrir les foyers au reste du peuple, à développer le travail avec les jeunes.

Pour la société civile anti-raciste, vive l'unité du peuple multinational!!!

GREVES DES IMMIGRES OU GREVES OUVRIERES ?

Extrémistes religieux manipulés par l'ayatollah Khomeiny, (Cf les déclarations de Mauroy, Deferre et d'Auroux en Janvier dernier); irresponsables mettant gravement en danger notre chère économie nationale, (Cf l'ensemble des médias français), les O.S. immigrés ont été l'objet d'attaques racistes révoltantes lors des dernières grandes grèves de Janvier-Février. (Renault Flins et Billancourt, Citroën Nanterre, Levallois et Aulnay, Chausson Gennevilliers, et Unic-Fiat à Trappes.)

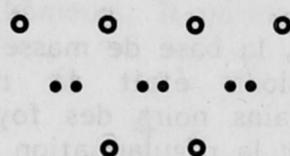
De ce strict point de vue, ces dernières luttes interpellent déjà tous les anti-racistes. Mais, dans la mesure où elles remettent profondément en cause l'organisation capitaliste du travail, et par conséquent la société impérialiste bourgeoise, elles posent d'une façon générale les questions de l'identité de la classe ouvrière, de son avenir et de l'unité du peuple.

Comme d'habitude, lors de grands conflits entre ouvriers et directions, syndicats, médias, patrons, gouvernement se sont employés à ne retenir comme revendications ouvrières que celles concernant les salaires.

Comme d'habitude ils se sont employés à tromper tous ceux qui cherchaient à comprendre.

Pourquoi donc, les ouvriers immigrés ont-ils fait la grève avec autant de détermination ? Pour gagner un peu plus, cela est sûr. Mais aussi pour essayer de se faire respecter, en tant qu'ouvriers, sur leur lieu de travail. Pour imposer le respect de leur dignité : non seulement contre les syndicats fascistes (C.S.L. à Citroën ou S.N.I. à Unic-Fiat), mais aussi contre le type d'encadrement des grandes usines, contre l'organisation capitaliste même du travail.

Hiérarchisation à outrance avec omnipotence de tous les " chefs " et " petits chefs ", cadences infernales, temps pour les repas ridicule (20 mn. pour déjeuner), système ségrégationniste des cantines (à la G.M. deux cantines : une pour les O.S., une pour les cadres et contremaîtres) ... et surtout, surtout : mépris complet de la qualification qu'ils acquièrent tout au long de leurs mois de travail, ou de leur volonté d'accéder à une formation professionnelle différente.



QUEL AVENIR OUVRIER ?

Reconnaissance de la qualification professionnelle, droit à une formation différente : parmi toutes les questions concernant le travail, ces revendications sont un point commun à tous les ouvriers et à certains employés ... Les O.S. immigrés, en se battant pour que leur ancienneté, leur " coup de main ", leur droit à la formation soient reconnus, ont affirmé haut et fort les aspirations de l'ensemble de la classe ouvrière, du peuple.

L'avenir que la classe bourgeoise, capitaliste, réserve depuis toujours aux ouvriers, est massivement rejeté. Le droit de décider son évolution professionnelle, ou plus, d'avoir son mot à dire quant à la restructuration de l'économie capitaliste et impérialiste est exigé, dans la mesure où les O.S. ne veulent plus seulement de timides améliorations du système du travail : à la chaîne, mais bien une abolition de ce type d'asservissement. Ne plus vouloir travailler sur une chaîne, c'est bien ne plus vouloir de chaîne du tout.

Ces revendications, mises en avant par les ouvriers immigrés, peuvent donc être considérées comme bases ou points d'appui de l'ensemble de la classe ouvrière pour lutter contre la manière dont la bourgeoisie envisage de " moderniser " l'économie capitaliste. Cette " modernisation ", passe par l'automation, la robotisation de la plupart du travail effectué jusqu'à maintenant par les ouvriers, méprise absolument le devenir de la classe ouvrière. Plusieurs grands journaux nationaux l'ont bien compris, puisqu'ils se sont ingéniés à démontrer que les O.S. immigrés menaient un combat " d'arrière-garde " : " De toutes façons d'ici quelques années, il n'y aura plus d'O.S. " Manière scandaleuse de parler de milliers d'ouvriers et d'expédier en quelques minutes le problème de plusieurs années voire une décennie ...

Révoltes ouvrières donc, parce qu'elles posent le problème de l'avenir de la classe ouvrière dans son ensemble ; mais aussi révoltes ouvrières parce qu'elles mettent en avant la question de l'identité politique et organisationnelle de cette même classe.

L'ANTI-RACISME DANS LES LUTTES OUVRIERES

Comment la bourgeoisie, le patronat ont-ils toujours si bien été en mesure d'appliquer des politiques radicalement anti-ouvrières et anti-populaires ? La réponse est bien connue : parce qu'ils ont toujours su diviser cette classe ouvrière.

Les prises de position de Mauroy, aurox et compagnie ne sont pas simplement l'expression d'un racisme viscéral à l'égard de toute personne plus ou moins "bronzée". Elles sont une nouvelle preuve éclatante des choix de la bourgeoisie en faveur du racisme, comme structure essentielle de la division ouvrière et populaire dans une société où le pillage impérialiste permet que des miettes soient distribuées à certains : l'aristocratie ouvrière française. Vouloir faire croire au peuple que les revendications des O.S. immigrés n'étaient que le fait d'intégristes musulmans, c'est bien vouloir refuser, de la manière la plus mensongère et odieuse qu'il soit, le débat sur la question du travail aux ouvriers, plus, c'est tenter de rendre impossible une unité entre les différentes composantes nationales de la classe ouvrière.

Tentative de division rendue d'autant plus forte lorsque les médias sont venus étayer les déclarations de " nos " ministres. Rappelons - nous : les journalistes se sont éreintés à démontrer, avec force arguments, à longueur de colonnes, combien les grèves faisaient perdre d'automobiles à la " Nation et donc, d'argent. En clair, les ouvriers immigrés en grève étaient désignés à la vindicte populaire comme responsables de la crise économique des grandes usines. Avec, en corollaire à destination des ouvriers français : " Si votre pouvoir d'achat baisse, vous saurez à qui vous en prendre ! "

Bien entendu, tentative de division prise en charge par les syndicats, eux aussi. Fin janvier, Henri Krasucki disait au sujet des grèves : " Pour dénouer ces crises qui portent un grave préjudice à la Régie et empoisonnent l'atmosphère, il faut des mesures rapides de détente ... "

Qu'est-ce qui gênait le secrétaire général de la C.G.T. ? Que le patronat refuse de discuter des revendications d'ouvriers en grève ? Pas du tout : que la sacro-sainte Régie perde des sous !!! (savourez au passage l'image qu'il donne des O.S. immigrés : " empoisonneurs " !!!).

Quant à la C.F.D.T., certains de ses militants de terrain, tout en reconnaissant la nature des aspirations ouvrières, étaient, compte tenu de la politique et de la nature de la C.F.D.T., incapables de proposer une orientation politique quelconque. Contre cette division organisée de l'ensemble de la classe ouvrière, la politique et la lutte anti-racistes prennent tout leur sens, et tout leur poids. Travailler à créer l'unité au sein du peuple, et en particulier entre ouvriers immigrés et français, entre ouvriers des grandes tôles " et ceux des " petites boîtes ", entre travailleurs, chômeurs et intérimaires, donne force à l'identité politique et organisationnelle de cette classe ouvrière.

Parce que le racisme est une arme privilégiée de la bourgeoisie pour l'écrasement du peuple, l'anti-racisme est un axe principal autour duquel doivent s'organiser les ouvriers, le peuple tout entier, pour combattre toutes les conséquences politiques et économiques de la crise actuelle : les fameux plans d'austérité et de rigueur, l'impérialisme de l'Etat français, et parallèlement sa xénophobie galopante. L'anti-racisme sort du cadre réduit des bons sentiments pour devenir un anti-racisme militant, un anti-racisme de classe.

ENJEUX

Le rôle des Anti-Racistes est tout tracé : être partie intégrante, ou mieux être à l'initiative, de tout ce qui contribue à réaliser l'unité ouvrière : débats multiples sur la question du travail dans les foyers, dans les usines, mais aussi dans les quartiers, sur les marchés ...

Les questions ouvertes concernant l'organisation du travail ne doivent sous aucun prétexte être laissées aux seules décisions de la bourgeoisie. Tout le peuple doit s'en emparer parce qu'il est évident que si les usines sont en crise (elles sur qui repose l'économie nationale), c'est en fait toute l'organisation de la société capitaliste-impérialiste française qui est remise en cause.

Du type de solution qui sera donné aux problèmes dans les usines ; dépend largement le type de société de la France dans les années à venir.



Les O.S.
des chaînes
à RENAULT

Histoire de l'antisémitisme:

Les années 30 et la 2ème guerre mondiale en France

L'avancée dans le bilan de cette histoire, qui s'appuie lui-même sur un bilan minimum des périodes précédentes - telle celle de "l'affaire Dreyfus" - l'avancée de ce bilan conditionne le rapport du peuple à l'antisémitisme et, sur plusieurs points importants, l'avancée de la politique anti-raciste aujourd'hui.

Depuis plusieurs mois, de grands débats traversent l'opinion publique à propos des années sombres de l'histoire de France depuis le début du siècle : débats liés à la commémoration du 8 Mai 1945, émissions télévisées sur la période de la guerre d'Algérie, ainsi que de nombreux livres et articles de presse.

Beaucoup de gens sont sensibles aussi à l'histoire particulière des années 30. C'étaient des années de crise, d'avant guerre ; des immigrés, notamment juifs, s'exilaient en France et s'y retrouvaient sans papiers, marginalisés.

La situation des sans papiers aujourd'hui rappelle à bien des égards cette période.

L'opinion publique s'interroge aussi, depuis longtemps, sur la question de l'identité spécifique des juifs dans le peuple. Sur ce point, certains courants d'opinion nous révoltent : nous n'acceptons

pas le point de vue selon lequel les juifs sont français comme le sont les français non juifs nous pensons au contraire que la communauté juive a une identité particulière, et que ne pas le reconnaître, c'est ne pas reconnaître l'identité multinationale et multihistorique du peuple en France aujourd'hui.

Nous n'acceptons pas non plus le point de vue qui tend à considérer que tous les juifs sont sionistes, d'une part, ce point de vue affaiblit les courants anti-sionistes parmi les juifs, d'autre part il ignore que les racines du sionisme en France sont en grande partie issues de l'absence de bilan de la deuxième guerre mondiale, et interpelle donc tout le monde.

Ainsi beaucoup de gens entretiennent encore de graves illusions sur ce qu'a été l'antisémitisme de l'Etat français pendant la période de la collaboration. Ils pensent que cet antisémitisme était avant tout imposé par les occupants nazis. Il s'agit là d'un point de vue faux, non seulement sur la reconnaissance de la réalité historique, mais surtout sur la nature de l'Etat français aujourd'hui même, Etat qui - nous pourrions le montrer dans d'autres articles - n'a pas rompu avec les fondements racistes de l'Etat Pétain.

1

L'ANTISEMITISME DE L'ETAT-PETAÏN N'ETAÏT PAS DU TOUT TELEGUIDE PAR LES AUTORITES NAZIES, MAIS COMPLETEMENT INTERNE A LA SOCIETE FRANCAISE.

C'était un ciment idéologique et pratique de la classe politique que dirigeait Pétain, ciment qui avait ses racines, sa cohérence interne, sa base sociale, ses intellectuels.

Cet antisémitisme s'inscrivait :

* dans la volonté de revanche anti-"républicaine" des nostalgiques de l'ancien régime, notamment contre les participants au Front Populaire de 36.

* dans la volonté de remise en honneur des valeurs passées de la France "profonde" agraire et chrétienne, conservatrice des valeurs du patrimoine culturel patriarcal et pré-capitaliste.

Il puisait ses racines dans le défaitisme des anti-dreyfusards au début du siècle.

De nombreux écrivains ou publicistes qui avaient pignon sur rue, tels Céline, Brasillach, Maurras, Paul Morand, Drieu La Rochelle... vitupéraient publiquement depuis plusieurs années contre les "métèques" juifs.

L'apparente et relative différence idéologique de politiciens comme Laval (1) dans leur rapport à l'antisémitisme n'était que l'expression du fait qu'ils étaient prêts à se vendre à n'importe quelle fraction fasciste de la bourgeoisie.



LES GOUVERNEMENTS QUI ONT PRECEDE PETAIN NOTAMMENT CELUI DU FRONT POPULAIRE PORTENT UNE LARGE PART DE RESPONSABILITE DANS LA MONTEE DE L'ANTISEMITISME ET DANS LE PROCESSUS QUI A CONDUIT A LA CAPITULATION ET A LA COLLABORATION.

A partir du gouvernement Herriot (1932) : politique des quotas professionnels qui limitent l'accès de certaines professions pour les étrangers, puis, développement d'une politique discriminatoire anti-étrangers plus stricte : contrôle des frontières, expulsions...

Beaucoup de juifs qui étaient exilés ou chassés des pays sous domination fasciste se retrouvaient en France dans une situation proche de celle des sans papiers d'aujourd'hui.

Sous le Front Populaire, les lois discriminatoires n'ont pas été abolies, les reconstitutions d'organisations fascistes n'ont pas été empêchées et le peuple n'a pas été mobilisé contre la montée du nazisme.

Les décrets-lois anti-étrangers de 1938 manifestent un mépris et une virulence dignes des Etats fascistes.

En 1939 (gouvernement Daladier puis Reynaud) développement d'une politique de plus en plus antisémite : des juifs des Brigades Internationales (d'Espagne) puis des juifs expulsés d'Allemagne sont internés dans des camps. Giraudoux, connu pour son antisémitisme, est nommé au ministère de l'information, la presse progressiste juive est interdite, et le 10 juillet 40, c'est l'Assemblée Nationale issue du Front Populaire qui vote les pleins pouvoirs à Pétain.

LA POLITIQUE DU PCF QUANT A ELLE EST COMPLETEMENT CHAUVINE ET VERITABLEMENT SCANDALEUSE.

Avant la guerre le PCF s'intéresse aux ouvriers immigrés tout comme aux autres ouvriers, en particulier dans le but que le bas niveau de leur salaire ne contribue pas à la baisse du salaire des ouvriers français.

Le nom de l'organisation dans laquelle il organise les ouvriers immigrés en dit long sur l'intérêt qu'il leur manifeste, c'est la "Main d'Oeuvre Immigrée" (MOI).

Les juifs français, il estime qu'ils sont français donc différents des juifs immigrés. Quant à l'antisémitisme, pour lui il sert avant tout non pas à attaquer les juifs, mais à faire "diversion" dans la classe ouvrière ou le peuple.

Au début de la guerre, la MOI, en se préparant à la résistance armée, revitalise le PCF embourbé dans le soutien au Pacte germano-soviétique, et donc discret à l'égard des nazis, et une très forte proportion des premiers fusillés du Parti (qui se proclamera le "Parti des 100 000 fusillés") sont des résistants immigrés juifs.

La MOI s'attaque militairement à des cibles générales et ne s'attaque pas aux trains transportant des convois de déportés.

A l'issue de la guerre, le PCF dissout la MOI, invite ses adhérents à "aller construire le socialisme dans leur pays d'origine", soutient les mouvements de juifs vers l'Etat sioniste d'Israël, et considère que les juifs qui restent en France sont de bons français.

IL FAUT REMETTRE EN LUMIERE AUSSI L'IMPORTANCE DE LA RESISTANCE DES JUIFS.

La proportion de juifs engagés dans la résistance était supérieure à leur proportion dans la population, et ils étaient engagés dans toutes les branches de la résistance. Ils se sont distingués dans de

nombreux épisodes héroïques (par exemple dans le groupe Manouchian) et ils étaient nombreux parmi les premiers martyrs. Ils agissaient dans les camps (révoltes et organisation politique), dans leur vie professionnelle (sabotage de la production destinée aux nazis), dans l'opinion publique (organisation de sauvetages d'enfants menacés de déportation), dans la clandestinité...

EN CE QUI CONCERNE LA RESISTANCE DE LA POPULATION NON JUIVE A L'ANTISEMITISME, IL NOUS FAUT MESURER CE QU'A ETE SA REALITE

Il faut donc :

- ni la sous-estimer par rapport à la résistance en général;
- ni l'identifier à cette résistance dont de nombreux courants avaient un rapport chauvin à l'antisémitisme;
- et réenquêter sur la nature des courageuses manifestations de refus de l'antisémitisme dans la population civile inorganisée (solidarité contre le port de l'étoile jaune, mise en place de filières pour sauver de nombreux juifs, etc...).

LE BILAN DE TOUTE CETTE PERIODE NOUS ECLAIRE SUR CE QU'EST UNE POLITIQUE ANTI-RACISTE ACTIVE ET AUTHENTIQUE.

On voit par exemple, en analysant ce qu'a été la politique du PCF, qu'on peut mettre en avant les intérêts de la classe ouvrière du pays ou l'intérêt national contre une puissance impérialiste, et être complètement chauvin et mener une politique catastrophique face à un racisme.

Inversement de nombreuses personnes relativement isolées par rapport à la Résistance organisée, ou au sein même de cette résistance, manifestaient vivement leur anti-racisme.

D'une façon plus générale, le bilan des années 30 et de la deuxième guerre mondiale nous enseigne deux grandes leçons politiques :

- * la nécessité de mener une politique anti-raciste spécifique, et notamment de construire une organisation nationale anti-raciste. Les catastrophes qui ont suivi le fait d'avoir négligé la situation des sans papiers dans les années 30 sont particulièrement éclairantes.
- * la nécessité de refuser l'alternative entre assimilation et rejet à l'égard des minorités nationales ou historiques. Nous pouvons constater à quoi ont conduit les séparations entre juifs français et juifs immigrés.

Nous pouvons constater aussi les conséquences depuis l'après guerre de la politique en termes d'assimilation ou rejet :

- * développement du soutien au sionisme, politique raciste, impérialiste et d'apartheid;
- * persistance de l'antisémitisme classique. En 1956, une cinquantaine de députés poujadistes (2) ont été élus à l'Assemblée Nationale, etc...

Nous vous invitons à approfondir avec nous ce qu'a été la période des années 30 et de la deuxième guerre mondiale et à apporter ou chercher pour avancer dans cette voie tout élément d'enquête direct (souvenirs personnels) ou indirect (documents).

Note de travail de la commission

"Lutte contre l'antisémitisme et peuple multinational"

Notes

(1) Laval : politicien classique sous la III République, signe une alliance franco-soviétique en 1935, dirige le gouvernement de Pétain en 1940, est disgracié puis rappelé en 1942 et exécuté à la Libération.

(2) Poujade : il dirigeait un mouvement de défense des petits commerçants, manifestait des tendances fascisantes, des propos ouvertement antisémites sur la participation des juifs aux professions commerciales et un chauvinisme grossier à l'égard de Mendès-France d'origine juive.

MEMOIRE
ANTI-IMPERIALISTE

CINEMA : UN FILM, DES DEBATS

"LES SACRIFIES" D'Okacha TOUITA

Saluons d'abord l'existence de ce film sur un grand refoulé du cinéma français - la Guerre d'Algérie telle qu'elle a été vécue en France. Le fait même que le film soit produit ici par un cinéaste qui vit depuis 20 ans ici (le projet de trouver un financement algérien ayant rencontré des difficultés apparemment insurmontables) dit l'état de fait: la production culturelle française est aussi multinationale que son peuple. Seules, les barrières habituelles de classe et d'argent ont empêché cette réalité de faire surface au niveau de la perception de masse.

De quoi parle le film? A mon avis, son premier sujet est la politique, ou plutôt une certaine manière de faire la politique. Nous qui avons fait la politique avec les Algériens la reconnaissons bien. Il s'agit du "style FLN." Organisation centralisée, hiérarchisée, cloisonnée. Et surtout un rapport aux masses qui articulent l'adhésion à une cause, à la contrainte. La contrainte court l'éventail de la grève forcée, l'amende, à l'assassinat. Dans une situation de guerre ouverte, cette articulation de discipline sans questions à une adhésion réelle laisse peu d'espace pour le débat, pour la résolution des "contradictions au sein du peuple," pour un rapport démocratique à la révolution et à la politique. Le film décrit ces caractéristiques avec une admirable justesse. Et les "sacrifiés" du titre, ou le sacrifié principal - le héros Mahmoud admirablement incarné par Miloud Khetib - paie de sa raison ce peu de débat, ce manque d'espace pour le ralliement de fond, pour la résolution, autrement que par la violence, des contradictions.

En cela nous nous situons ailleurs que la majorité de la critique (le cinéaste, nous le pensons aussi) car celle-ci place le sujet du film dans l'antagonisme FLN - MNA. Or ceci n'est pas le centre du film parce que la place du cinéaste, son point de vue, ne fait pas de doute. Il se place du côté du FLN ainsi que la majorité de ses personnages. Le MNA est montré collaborant ouvertement avec la police française

Admirable concentré du propos qu'est ce plan où l'ensemble des personnages, en prison, chante l'hymne national Algérien en rangs ordonnés tandis que Mahmoud erre entre les rangs, ne trouvant pas, n'ayant pas sa place. On ne pourrait

mieux exprimer à la fois l'adhésion de masse du peuple, l'organisation rigoureuse qui a gagné l'indépendance nationale, et son excès irrésolu, l'absence de place accordée aux problèmes, aux doutes, au débat interne au peuple. La nouvelle société de classe Algérienne sera obligatoirement le fruit de cette politique.

Signalons aussi le portrait non-raciste des français, un soupçon édulcoré peut-être. Même les flics n'émettent jamais d'injures racistes. La narration suit en trois périodes l'évolution de la situation politique (intensification et amélioration) en contre-point de la dégradation de la situation psychique du héros. Le tournage, sobre, adroit et lyrique, exprime une vraie tendresse envers les personnes filmées. Ici nulle humiliation, nul mépris des gens qui sont présentés dans leur dignité pleine. Même l'inévitable "arrêt sur l'image" de la fin porte plus de sens que d'habitude. L'écriture et le jeu abondent d'un certain humour noir, ouvrier, arabe, à la limite parfois du cynisme, évitant ainsi tout misérabilisme ou lourdeur.

Ce film nous semble d'autant plus intéressant à débattre que le "style FLN" n'a pas disparu. Le rapport qu'ont les Algériens à la politique en France en a été durablement marqué. L'histoire du mouvement de grève dans les foyers Sonacotra en a porté l'empreinte. Le syndicalisme d'une grande partie des ouvriers Algériens est aussi articulé à un certain bilan de cette période. Comment s'engager individuellement dans une politique démocratique et révolutionnaire, indépendante de l'Etat et des syndicats, si on est en attente de "bons dirigeants" avec une "organisation solide," si par derrière on se sent soutenu (même si ce soutien est imaginaire) par un Etat qui est né d'une longue et couteuse guerre de libération ("Ah, nous les Algériens ...").

Le film ouvre la question du bilan de cet héritage politique. Il a le mérite indubitable de l'ouvrir ici en France, où la question se pose autant pour les ouvriers qui ont vécu la période que pour les jeunes de la seconde génération ou des français. Ainsi vu, ainsi débattu, il permet de reconstituer une partie de la mémoire du peuple multinational.

Cet article est le point de vue d'un camarade immigré algérien sur un film récent, " Les Sacrifiés ", d'Okacha Touita. Film qui interpelle les Anti-racistes, parce qu'il prétend montrer la vie d'un émigré algérien, qui, de son bidonville de Nanterre, dans les années 50, s'intègre à la lutte du F.L.N., mais se trouve constamment ballotté dans des luttes fratricides et finit par sombrer dans la folie.

Nous pouvions souhaiter que ce film soit appui pour progresser dans le bilan de cette période. Mais ...

" Les Sacrifiés ", le film porte bien son nom, mais pas seulement pour les raisons que prétendent ses réalisateurs. Pour moi, les grands sacrifiés de ce film, se sont :

- la cause du peuple algérien. La grande masse des combattants révolutionnaires est présentée comme des personnes ignorantes, inconscientes, manipulées, engagées seulement parce que des chefs les mènent à la baguette. Les collectes de fonds ou les grèves ne se produisent que grâce à des pratiques de terreur. Le héros du film, qui participait avec ses camarades à une soirée folklorique, nostalgique se retourne brutalement comme une crêpe quand son supérieur hiérarchique fait irruption pour interrompre cette soirée.

De nombreuses plaisanteries soulignent le bas niveau culturel qui règne parmi les habitants des bidonvilles. Le film grossit aussi les pratiques de mouchardages, de suspicions, collaborations et règlements de comptes ignobles, contraire à toute morale révolutionnaire.

Les sacrifiées, ce sont aussi les femmes algériennes rêvant dans la boue puante des bidonvilles. Les femmes ont participé à la lutte, se sont engagées, ont enduré mille et une souffrances, humiliations et vexations.

Le film le montre-t-il ou y fait-il allusion ? Non ! On ne voit pas une seule femme algérienne en lutte, mais on subit des sobriquets phallogocratiques, sexistes, vulgaires et avilissants (prononcés en langue arabe et non traduits en français, comme par hasard ...)

Sacrifiés aussi sont les Français qui soutenaient le peuple algérien. Ils étaient certes minoritaires, et leur engagement était parfois limité, notamment du fait de la situation politique de leur époque. Mais ce n'est pas une raison pour les présenter simplement comme de vulgaires techniciens, avocats aux ordres du F.L.N.

Les grands sacrifiés se sont aussi les spectateurs qui espéraient que le film allait leur révéler des faits importants, souvent dissimulés jusqu'à aujourd'hui.

Ainsi, sur quoi les divergences entre le F.L.N. et le M.N.A. reposaient-elles ? Comment étaient-elles vraiment vécues par le peuple ?

On ne le sait toujours pas.

Je pense que le film manifeste un profond mépris pour les nombreux Algériens et Algériennes qui voulaient construire une Algérie nouvelle, libérée de toute oppression, résolument engagée dans une voie populaire, et non l'Algérie d'aujourd'hui, que beaucoup de ses citoyens fuient.

Le gouvernement algérien a refusé de participer à la coproduction du film, mais la mentalité politique sur laquelle il s'appuie s'y retrouve.

Après avoir vu le film, j'ai eu l'impression d'entendre dire : " Vous voyez comme le F.L.N. vous avait mené à la baguette. C'est grâce à cette fermeté que nous avons vaincu le colonialisme. Aujourd'hui, vous n'êtes pas encore mûrs pour vous assumer vous-mêmes. Il faut continuer à obéir, à marcher droit ! "

Je pense que le peuple algérien doit démonter cette mentalité, la mettre en échec et reconquérir son indépendance.

Dans cette voie, la communauté algérienne qui vit ici peut jouer un grand rôle, du fait de sa mémoire et de sa situation particulière au sein du peuple multinational de France.

Yazid, camarade immigré algérien des P.A.E.



Les râfles racistes de la police lors de la manifestation pacifistes des Algériens, le 17 octobre 1961

COURRIER

REFLEXIONS SUR LE FILM SUD-AFRICAIN

OFFICIEL :

" LES DIEUX SONT TOMBES SUR LA
TETE "

ou pourquoi Goliath s'est-il caché derrière David

Film donc "Bostwanais", pays où il n'existe pas de trace d'industrie cinématographique, ni en aval ni en amont : aucun caméraman, aucun réalisateur, et bien sûr aucun producteur ou laboratoire chimique; tout est du ressort du très grand voisin Sud-Africain. Quant à **JAMIE UYS**, le créateur, c'est un Africain sud-africain de longue souche, mais très récemment "naturalisé" Bostwanais " pour les besoins du scénario.

Les guérilleros noirs (ANC ?, SWAPO ? ou MPLA ?), débiles, bornés, lâches et violents (ainsi n'hésitent-ils pas à prendre en otage les enfants innocents du peuple bostwanais), ressemblent fortement aux "BANANAS" de **WOODY ALLEN**.

Ces grands enfants sont donc manipulés par le gras "baroudeur" blanc cubain de service, sans aucun scrupule, ni bien sûr délicatesse raciale : les noirs, il faut les mener à la trique.

Les gouvernants locaux noirs ont la tête aussi vide et vénale que leurs opposants ; et bravo pour la claque au régime bostwanais, lequel indépendant depuis 1966 n'a pas su encore doter ses campagnes d'instituteurs du primaire ; il faut que ce soit l'Afrique du Sud, bonne enfant, qui pense à ces orphelins d'éducation, en leur envoyant, humanitarisme afrika-ner oblige, une jolie blonde de la high middle class de Johannesburg.

Suprême paquet : chez elle, en Afrique du Sud, les relations sont vraiment chouettes entre Noirs et Blancs ; pas de problème, on en rêve.

En Afrique du Sud, il n'y a que l'écologie qui cloche trop de voitures, trop d'embouteillages, trop de fumées. Nerfs et stress de la vie moderne. Vive le Kalahari des petits bonshommes préhistoriques ralliant, ceux-là, tous nos suffrages car comme disait Buffalo Bill : " Un bon indien est un indien mort " ; d'autant meilleur que Bushmen et Pygmées sont en voie d'extinction et témoignent de leur bon vouloir envers la "civilisation" : ils sont hautement appréciés des services de dépistage des guérilleros, que ce soit dans l'armée sud-africaine ou namibienne ; leurs relations tendues avec les grands Bantous les font donc doublement apprécier.

Les joueurs de " Qui est Quoi " vont se régaler, surtout que le film est très bien fait. A l'image d'ailleurs du " Juif Süß ", film de propagande nazi qui séduisit plus de 17 millions de spectateurs dans l'Allemagne d'Hitler, en valorisant paradoxalement le Juif, le rendant d'autant plus dangereux dans l'inconscient allemand d'alors. Le valorisant donc pour le faire disparaître simultanément.

Cette vaste entreprise de rattrapage idéologique pour l'intérieur et surtout l'extérieur de l'Afrique du Sud, a obtenu le prix du Festival Français de l'Humour à Chamrousse un humour noir Gageons que nos affairistes français étaient aussi dans le coup.

M.C.

BREVES

Une nouvelle rubrique à partir de ce numéro; pour se tenir informé de différentes initiatives et événements à suivre.....

JUSTICE D'AUJOURD'HUI A L'HEURE D'HIER.

Lundi 16 mai. Procès de Mahmoud. Mahmoud est ce jeune dont nous vous parlions dans le N°14 : " Gonesse, résistance populaire contre Légitime défense ". Lors d'une tentative de cambriolage chez un libraire, ce dernier, partisan de Légitime Défense, avait tué un autre jeune, Yazid. Mahmoud s'était alors livré à la police pour témoigner contre le libraire et le faire inculper d'homicide volontaire.

Mahmoud a été jugé le 16 mai à Pontoise. Procès particulièrement scandaleux : le juge n'a tenu aucun compte de la démarche de Mahmoud, il n'y avait aucune preuve que quoi que ce soit ait été volé et il y a eu meurtre délibéré de la part du libraire.

Décision : 6 mois de prison ferme plus 6 mois de sursis, plus 15000 F. d'amende ... pour Mahmoud. Pour rien !

Le libraire assassin est en liberté provisoire: il dit être malade ... !

REPOUSSER POUR MIEUX ACQUITTER ?

Autre procès : celui du C.R.S. Taillefer, qui en 81 avait tué un jeune immigré à Marseille, sans aucun "prétexte". Le tribunal correctionnel s'est déclaré incompétent. Taillefer passera donc aux Assises. Affaire à suivre.

UN JOURNAL D'ENFANTS QUI VAUT LE DETOUR.

Une nouvelle parution à noter et à lire : " Avis des petites personnes ", journal réalisé par des enfants de l'école de l'Autruche à Grigny.

Le numéro 2 est consacré en grande partie au racisme. C'est très intéressant, très varié et fort bien fait. Les textes d'enfants sont traduits en arabe, portugais, lao, créole.

Une initiative à soutenir et à développer ... Vous pourrez vous le procurer en écrivant à l'Anti-Raciste qui transmettra.

1983:PROVERBE AFRICAIN...

L'Anti-Raciste a reçu d'un camarade des foyers un mot sur les expulsions, le voici :

" On expulse d'un territoire, mais on ne peut pas expulser de la terre ! Peut-être en l'an 2000...
Koné.

UN TRAIN PEUT EN CACHER UN AUTRE.

18 mai 1983 : manif de la L.C.R. contre " les provocations racistes et fascistes ". Cibles attaquées : les groupes fascistes, la droite, la réaction. La L.C.R. prend garde à la droite mais ne semble pas trop se soucier de la gauche. Rien n'a été dit sur la politique anti-immigrés de l'Etat P.S., sur les déclarations racistes de Defferre, Mauroy et Cie, sur la politique de répartition du P.C.F. Les gens réellement inquiets de la montée des courants racistes et réactionnaires ne peuvent pas s'en remettre au P.S. contre eux. Il faut mener aujourd'hui débat avec eux, pour définir un nouveau type d'engagement pour travailler à l'unité anti-raciste du peuple multinational.